

Conseil d'administration 05-2024 du 26 septembre 2024

Point « Approbation des PV CA des 20 juin et 18 juillet 2024 »

Délibération n° 2024-13 du 26/09/2024

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu les articles L. 1231-1 à L. 1233-6 et R. 1231-1 à D. 1233-30 du code général des collectivités territoriales ;
- Vu les procès-verbaux des conseils d'administration 03-2024 du 20 juin 2024 et 04-2024 du 18 juillet 2024,

A la majorité des membres présents ou suppléés, approuve :

Les comptes-rendus des conseils d'administration 03-2024 et 04-2024 figurants en annexe à la présente délibération.

Fait à Paris, le 26/09/2024

Le président du conseil d'administration



Christophe BOUILLON

Conseil d'administration du 20 juin 2024

PROCES-VERBAL

ORDRE DU JOUR

I. <u>Approbation du procès-verbal de la séance du CA du 14 mars 2024</u>	5
II. <u>Nouvelle stratégie France Services (pour échange)</u>	5
III. <u>Jeux olympiques et paralympiques & ANCT : vacances olympiques et billetterie populaire</u> 12	
IV. <u>Annuaire des collectivités</u>	14
V. <u>Approbation du budget rectificatif pour 2024</u>	14
VI. <u>Ingénierie : consommation des enveloppes déconcentrées et projets accompagnés par l'agence</u>	15
VII. <u>Approbation de la vente de l'équipement associatif et de services de Béthune</u>	17
VIII. <u>Autorisation donnée au directeur général d'engager des dépenses supérieures à un million d'euros sur le marché de déplacements professionnels</u>	17
IX. <u>Admission en non-valeur</u>	18



Étaient présents :

Membres du Conseil d'administration

Christophe BOUILLON, Président de l'ANCT

Représentants de l'État

Antoine LEBEL – DDTM du Nord

Alexandre SANZ – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Blandine GEORJON – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Gabriel SZEFTÉL – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Stéphane BRUNOT – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Lenaïg CATZ – DGE, ministère de l'Économie et des Finances

Élise HERRMANN – délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle, ministère de la Culture

Christophe CHASSANDE – CGDD

Lorna FARRE – SG MENJ

François PESNEAU – préfet de la Haute-Vienne

Anne-Lorraine LATTRAÏE – DGALN, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Nadège BAPTISTA – préfète déléguée de Hauts-de-Seine

Clément MÉDÉE – DGITM, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Représentants des partenaires

Michel-François DELANNOY, directeur du département Appui aux territoires (*représente Gisèle ROSSAT-MIGNOD*)

Jessica BROUARD-MASSON – ANAH, directrice de l'expertise et des politiques publiques

Mélanie LAMANT – ANRU

Nicolas Soudon – directeur stratégie de l'ADEME

Marie-Claude JARROT – présidente du CEREMA

Représentants des collectivités territoriales

Gil AVEROUS – Villes de France

Isabelle DUJELET – AMRF

Driss ETTAZAOUI – Villes & Banlieues

Frédéric LETURQUE – France urbaine

Patrick GENRE – ANEM

Représentants du Parlement

Louis-Jean DE NICOLAY – sénateur de la Sarthe

Annick GIRARDIN – sénatrice de Saint-Pierre-et-Miquelon

Représentants du personnel

Christophe GIRARD – CGT

Joëlle MARTICHOUX – CFTD

Membres à voix consultative

Stanislas BOURRON – DG de l'ANCT

Cécile RAQUIN, commissaire du gouvernement

Christine BHUL – contrôleur budgétaire et comptable ministérielle

Philippe FLORY, agent comptable de l'ANCT

Invités :

Raphaëlle GODDET, secrétaire générale

Éric ETIENNE, directeur général délégué Territoires et ruralités

Guillaume CLEDIERE, directeur du programme France Services

Corinne DE LA METTRIE, directrice générale déléguée – Politique de la Ville

Hélène CHAPET, directrice des programmes Lien social & Image des quartiers

Alexis BOUDARD, directeur de l'Incubateur des territoires

Agnès REINER, directrice générale déléguée – Appui opérationnel et stratégique

Excusés non représentés :

Représentant de l'État





Ulric DE LA BATUT – 4BLVT, ministère de l'Économie et des Finances
Nicolas DAUBRESSE – DGRI, ministère de la Recherche

Représentants des collectivités territoriales

Catherine LHÉRITIER – AMF
Virginie CAROLO-LUTROT – AdCF
Patrick WEITEN – ADF
Renaud MUSELIER – Régions de France

Représentants du Parlement

Annie GENEVARD – députée du Doubs (Assemblée nationale dissoute)
Jean-Pierre CUBERTAFON – député de la Dordogne (Assemblée nationale dissoute)





La séance est ouverte à 10 heures 35.

Le président, Christophe BOUILLON, procède à l'appel des présents.

Le quorum est atteint.

Le président

Je vous propose un point d'informations pour ce deuxième conseil d'administration de l'année, le précédent ayant eu lieu le 14 mars dernier.

France Ruralités

Si nous avons été cinq jours plus tôt, nous aurions pu fêter le premier anniversaire du programme Villages d'avenir, annoncé le 15 juin 2023, et qui comporte un certain nombre d'éléments, notamment en termes d'offre d'ingénierie, suivant ainsi la volonté exprimée par un certain nombre de collectivités et d'associations qui les représentent. Ce programme est en œuvre aujourd'hui, avec 120 chargés de projets positionnés dans les délégations territoriales à l'échelle des départements, suivant la volonté exprimée lors de la co-construction de ce projet. Parmi eux, 117 sont à pied d'œuvre, dont la plupart ont déjà participé à des sessions de formation. Ils sont déjà en contact avec les collectivités des départements où ils sont positionnés. Les 120 chargés de projets viennent de l'ANCT et du CEREMA.

Il y a aujourd'hui 2 458 Villages d'avenir, ce qui est important. Il s'agit d'un programme accroché à des collectivités de moins de 3 500 habitants, et la moyenne par commune est de 889 habitants, avec plus de 7 500 projets recensés. Ces collectivités ont candidaté soit individuellement, soit en grappe, car il s'agissait aussi d'une vocation de ce programme de permettre à des collectivités qui n'appartiennent pas forcément à une intercommunalité, de pouvoir se positionner et de porter ensemble des projets. Il existe ainsi des projets de création de commerces de proximité, beaucoup de projets relevant de la transition énergétique, avec des questions de réhabilitation de bâtiments, des questions de logements, des projets portant autour de la santé. Parfois, des collectivités qui réhabilitent un bâtiment le placent à la location pour générer des revenus, avant de se lancer dans un projet de regroupement médical. Nous constatons également des projets sur le tourisme, sur la mobilité, sur l'attractivité. Nous pouvons donc saluer une belle imagination de la part de beaucoup d'élus, qui à l'échelle de leur territoire portent beaucoup de projets de développement.

France Ruralités était composée de 32 mesures, dont 28 sont prêtes à l'emploi. Les autres vont bientôt connaître des avancements, même si des questions subsistent quant à leur mise en application.

Concernant le transfert de la plateforme Aides Territoires à l'ANCT, je vous rappelle que nous avons été chargés par le législateur de recenser l'offre d'ingénierie au niveau national. La circulaire du 28 décembre 2023, texte important, constitue le prolongement de la feuille de route validée en conseil d'administration le 23 juin 2023, qui évoquait la notion de guichet unique, de forum d'ingénierie. Tout cela se réalise dans les territoires, comme nous le vérifions lors de nos déplacements avec les équipes de l'ANCT. Ce travail produit des effets, appréciés par les élus qui, par ce biais, sont accompagnés. Nous facilitons ainsi la prise en considération de leurs projets. La plateforme a été conçue par la DGALN, sous la forme d'une start-up de l'Etat. Il nous a été confirmé que cet outil serait transféré à l'ANCT, avec comme unique préoccupation partagée l'efficacité au service des collectivités.

Concernant la cartographie de l'ingénierie, des forums ou des guides, il ne s'agit pas simplement d'une mise en forme de l'ingénierie portée par les opérateurs de l'Etat, comme le CEREMA, la Banque des territoires, l'ADEME ou l'ANRU. Il est aussi question de l'offre locale, avec des agences techniques départementales, des EPCI, des agences d'urbanisme. Il ne s'agit pas de se substituer : la vocation de l'ANCT, à travers les programmes ou le sur-mesure, est de se positionner là où existe une ingénierie de précision. Je rappelle également une orientation relevant de la feuille de route, qui a trouvé sa réponse dans le vote du budget, avec le doublement de l'enveloppe d'ingénierie par l'Agence, et surtout sa déconcentration à 15 millions d'euros, ce qui constitue une première réponse satisfaisante.

Toujours dans l'actualité des programmes, le CRTE, contrat pour la relance de la transition écologique, se transforme aujourd'hui en contrat pour la réussite de la transition écologique, qui doit s'inscrire pleinement dans l'orientation prise par l'Agence, mais également avec une articulation menée en fonction des COP, qui sont la territorialisation de la planification écologique. Le CRTE est perçu comme un espace de dialogue entre l'Etat et les collectivités, à l'échelle d'un territoire cohérent, pour un certain nombre d'identifications, de projets structurants ou d'articulations de différents moyens d'intervention.





Concernant la question des auditions, nous sommes aussi sollicités par la représentation nationale. Nous avons ainsi été accueillis au Sénat le 23 mai 2023 avec la DGCL et la DMATES, pour la mission menée par le Sénat sur le suivi de treize recommandations, aujourd'hui réalisées à plus de 80 %. Ce taux est assez remarquable au regard de telles recommandations. Nous avons rappelé l'enjeu de la co-construction. Si nous évoquons les programmes de l'agence, Action cœur de ville n'aurait jamais pu être mené sans la co-construction avec Villes de France. Je salue ainsi le travail de Gil AVEROUS, qui a été très attentif à ce programme, qui est essentiel et qui avance. Il faut également saluer les temps d'échanges permanents aboutissant à une mise en réseau et à une évolution : Action Cœur de ville est ainsi aujourd'hui dans sa phase n° 2, avec des chantiers autour des gares, des entrées de ville, ou la question de la sobriété foncière. Nous rencontrons aussi la notion de co-construction sur la question de l'évolution des quartiers prioritaires de la ville, sur les contrats Quartiers 2030 avec France Urbaine, Villes & Banlieues. Nous pouvons également évoquer Villages d'avenir, programme de construction avec l'association des Maires ruraux de France. C'est également vrai de Petites Villes de demain avec l'APVF, de Territoires d'industrie avec Intercommunalités de France et d'Avenir montagnes avec l'ANEM.

Ces programmes n'ont pas été imaginés à huis clos : ils sont le fruit d'une co-construction, et nous pouvons en être fiers. Nous avons tenté d'être convaincants, par un travail permanent : j'ai toujours entendu que la clé de la pédagogie se trouve dans la répétition. Nous continuerons à répéter ces messages, preuves à l'appui. La perception est importante, il faut la prendre en considération, et je crois en la vérité des chiffres. Nous avons montré depuis plusieurs mois que la volonté était partagée au sein de ce conseil d'administration d'être toujours plus visibles et lisibles, et d'être l'incarnation territoriale de ce que porte l'Agence.

Depuis le 14 mars, nous avons continué nos déplacements : nous sommes allés en Dordogne, dans le Lot, dans la Meuse, dans l'Aube, dans l'Aisne, dans le Pas-de-Calais, en Seine-Maritime, dans le Loiret, en Ile-et-Vilaine, en Indre, en Indre-et-Loire, en Haute-Garonne.... J'évoquerai aussi l'ANCTour en Occitanie, ou nos déplacements en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion, avant, j'imagine, de répondre aux sollicitations de Saint-Pierre-et-Miquelon, territoire représenté par Annick GIRARDIN. Ces déplacements sont essentiels, et d'autres sont prévus. Ils nous permettent de bénéficier d'échanges précieux avec les élus, avec les délégations de l'Agence, avec les projets. Cela nous donne des éléments complémentaires aux échanges au sein du conseil d'administration.

L'ANCTour avait réuni à Paris en 2023 plus de 4 000 participants. Le choix avait été fait de l'organiser en région, ce qui a été réalisé en Occitanie le 11 juin 2024, dans un contexte un peu particulier, qui n'a pas empêché une belle affluence, soit 1 600 participants. Les ministres n'ont pas pu être présents, à la suite de la dissolution, mais je remercie le travail de toutes les équipes qui se sont mobilisées pour la réussite de ce moment, et en particulier le service de communication de l'Agence. Ce salon s'inscrit dans la transition écologique, car tout est récupéré. Nous avons pu constater la grande mobilisation des chefs de projets, des élus locaux, autour d'ateliers ayant connu de grands succès. Il faut également saluer la présence de plusieurs élus ultramarins.

Je pense qu'il est important de rendre compte au conseil d'administration de tout notre travail.

Présentation d'un film retraçant l'ensemble des déplacements.

Je remercie également l'ensemble du CoDir, présent sur les territoires, et je salue les stagiaires de Seconde présents aujourd'hui dans le cadre du stage obligatoire à réaliser en seconde et pour laquelle l'ANCT y participe activement, comme vous pouvez le remarquer.

I. Approbation du procès-verbal de la séance du CA du 14 mars 2024

Le procès-verbal de la séance du 14 mars 2024 est adopté à l'unanimité.

II. Nouvelle stratégie France Services (pour échange)

Le président

Nous allons maintenant aborder plusieurs sujets pour échanges, dont la nouvelle stratégie France Services. Je vous signale d'ailleurs que la veille du 11 juin en Occitanie, une rencontre a réuni plus de 700 participants pour aborder ce sujet, ce qui a constitué un beau moment.

Éric ETIENNE, directeur général délégué Territoires et ruralités

Je présenterai tout d'abord quelques focales sur des éléments de bilans, et sur la trajectoire que nous souhaitons lisible, ambitieuse et atteignable. Sur le bilan, nous comptons aujourd'hui 2 716 maisons France





Services labellisées et en fonction, pour 7 100 conseillers. L'objectif jusqu'à cette année était de 2 750 maisons France Services. Nous sommes donc proches de ce but, qui a été révisé à 3 000 d'ici fin 2027. Quelques éléments de satisfaction sur le dispositif : 96 % des Français se situent aujourd'hui à moins de 20 minutes d'une maison France Services. Ces maisons réalisent environ un million d'actes par mois, conformément à la jauge demandée. Il y a plus de maisons, donc plus d'actes, mais il est également démontré que depuis la mise en place du dispositif, le nombre de demandes par jour s'accroît. La moyenne est de 14 à 15 actes par jour et par maison. Toutes ces maisons accueillent 31 000 usagers par jour. Les taux de satisfaction sont de l'ordre de 96 %, et 98 % des personnes la recommandent, car elles bénéficient d'une réponse la plupart du temps lors de leur première demande.

Un rapport de la Cour des comptes est en préparation, qui devrait être extrêmement favorable pour cette politique publique. Nous avons par ailleurs renforcé une politique de qualité, avec un lancement de plus de 900 audits, auxquels s'ajouteront 900 autres l'an prochain, et encore 900 par la suite. Les avis sont très favorables dans 85 % des cas. Naturellement, ces audits associent pleinement les préfets et leurs services pour bénéficier d'un échange le plus fluide possible, et pour être informé le cas échéant des irrégularités et des manquements véniels.

Nous avons mis en place des animateurs départementaux des maisons France Services. Il y en a 90 sur les 100 départements, et des rencontres régionales se tiennent en marge de l'ANCTour, ce qui permet d'échanger avec les conseillers.

J'évoquais une trajectoire lisible, ambitieuse et atteignable. L'objectif est de parvenir à 3 000 maisons France Services en 2027, soit une création de 250 maisons supplémentaires d'ici cette échéance : 50 en 2024, 50 en 2025, 100 en 2026 et 50 en 2027. Aujourd'hui, 75 % de ces maisons se situent dans la ruralité, et nous ciblons en priorité les réseaux des villes moyennes, pas uniquement les zones urbaines, avec des implantations dans des services de préfecture, de sous-préfecture ou de collectivités locales qui sont la majorité.

Concernant le bouquet de services, l'échange avec les conseillers de France Services est assez enrichissant. Ils demandent un élargissement du bouquet de services proposés, mais de manière modérée. Il y avait neuf opérateurs classiques, chiffre passé à onze, avec l'arrivée de MaPrimeRenov', gérée par l'ANAH, et le Chèque énergie, géré par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Normalement, la trajectoire devrait nous mener à intégrer un nouvel opérateur début 2025, sans doute l'URSSAF. Des discussions sont également en cours avec l'AGIR-ARCCO, permettant de répondre aux questions de retraite, d'imposition, de titre.

Nous bénéficions également d'une certaine lisibilité sur la trajectoire financière. Nous disposons de 50 000 euros de l'Etat pour alimenter ces animateurs coordinateurs départementaux, et l'objectif est de parvenir à 50 000 euros pour chaque France Services, donnés à l'opérateur et au porteur de l'espace.

Nous travaillons également à un meilleur accueil de qualité. Nous avons vu beaucoup de maisons France Services, parfois différentes. La politique « Lieux innovants, lieux accueillants » doit permettre que les sites soient des espaces plus attractifs, plus accueillants et mieux équipés, pour répondre à l'augmentation du public.

Les personnes utilisant France Services sont satisfaites et le recommandent, surtout grâce au bouche-à-oreille. Une campagne de communication devrait donc être mise en place en septembre-octobre, pour élargir le public. Environ 30 % des gens connaissent France Services, mais il reste une marge de progression.

Il existe deux types d'expérimentations pour « aller vers », même si les gens sont généralement à moins de 20 minutes d'une maison France Services : les bus France Services, et les camions jaunes dans cinq départements, qui touchent les villages les plus reculés, les moins accessibles.

Après des échanges avec les conseillers France Services, nous constatons que leur métier est très dur : ils répondent à tous types de questions, touchant onze opérateurs. Les questions sont très vastes, et nous expérimentons l'intelligence artificielle pour aider les conseillers à mieux répondre, mais il n'est pas question de les remplacer. Cette expérimentation présentée par le Premier ministre a pour nom Albert.

Frédéric LETURQUE, France Urbaine

Au nom de France urbaine, je souligne que ce dispositif qui, même s'il a été pensé avec une approche rurale se révèle aussi très utile en milieu urbain, repose sur trois éléments pivots : la proximité, l'inclusion et l'innovation.





Concernant la proximité, je pense que le maillage territorial choisi est le bon, et le renforcement sur les villes moyennes et les centres bourgs ou chefs-lieux de canton nous paraît être une bonne chose.

Concernant l'inclusion, il est vrai que nous constatons la diversité des demandes réalisées et des publics qui viennent vers nous, avec notamment deux points de vigilance : le droit des étrangers, les publics allophones, et les personnes porteuses de handicap qui sont de plus en plus demandeuses.

Un autre point concernant autant la proximité que l'inclusion : l'écosystème autour duquel se retrouve la construction des maisons France Services. Même si le ministre parlait d'homogénéité, il me semble important de garder une composition liée au territoire concerné. Nous devons être attentifs aux originalités dans notre pays, en montagne, en ruralité, dans les villes ou ailleurs. Nous devons tenir compte de ces différences.

Concernant l'innovation, je relèverais un point d'intérêt mais de vigilance, dans la mesure où faire appel à l'intelligence artificielle renvoie à des questions éthiques et à un cadre juridique autour duquel il est souhaitable de réfléchir.

Enfin, si des réseaux de maisons France Services au niveau des régions est pertinent, je rappelle que le maillage a été construit à l'échelle et au niveau départemental, et qu'il est peut-être nécessaire d'encourager les préfets à proposer leur propre évaluation et observation sur les maisons France Services de leur département, pour coller aux réalités. Je l'avais demandé dans le département du Pas-de-Calais, pour affiner le maillage proposé, et évaluer la qualité des services rendus dans chacune des maisons, la diversité des services, pour élargir la construction du service et de l'offre.

Les maisons France Services sont portées au niveau national, mais elles sont surtout regardées comme étant un service territorial. Je ne suis pas certain que l'Etat en tire pleinement parti.

Concernant le montant affecté aux maisons France Services, il est souhaitable de réfléchir au-delà de 2027, et déjà au-delà de 2024, en fonction du résultat des urnes en juillet 2024.

Louis-Jean DE NICOLAY, sénateur de la Sarthe

Je me réjouis du fonctionnement des maisons France Services, prises en main maintenant par les communautés de communes avec un réel intérêt. Ces collectivités sont très attachées à ces espaces, mais j'espère qu'il existe une vraie convention avec France Travail. Nous constatons en effet un lien véritable entre les personnes en grande difficulté sociale et le travail, notamment pour tous les problèmes de formations.

Gil AVEROUS, Villes de France

Dans la continuité des propos de Frédéric LETURQUE, je pense que le maillage initial à l'échelle des départements concerne la ruralité, avec en moyenne une maison France Services par canton, et je me réjouis qu'un focus particulier soit mis aujourd'hui sur les villes moyennes, particulièrement dans les quartiers politiques de la ville où le besoin de services à la population est important. Installer un tel espace permet en effet « d'aller vers ».

J'évoquerais une expérience qui fonctionne, à savoir la coopération avec la Poste, particulièrement dans ces quartiers, où les agents bénéficient d'une confiance certaine de la part de la population. Nous avons constaté l'importance des opérations fiscales liées aux impôts, et cela demande une confidentialité, ce que les locaux doivent permettre. Toujours à propos de la Poste, cela permet de reconvertir des personnels pouvant être en surnombre, qui ont le sens du contact, une certaine empathie, qui ont l'habitude de discuter avec la population.

L'expérience le démontre : nous avons aujourd'hui les moyens de proposer des maisons France Services dans les villes, et il est important de s'occuper de ces populations un peu délaissées, oubliées, et qui peuvent souffrir d'illectronisme, qui ne peuvent pas réaliser par eux-mêmes les opérations dématérialisées. La présence d'une personne pouvant les aider à proximité de chez eux est donc salutaire.

Je vous remercie pour cette nouvelle orientation qui me paraît essentielle.

Annick GIRARDIN, sénatrice de Saint-Pierre-et-Miquelon

Dans un premier temps, je suis ravie de rejoindre le conseil d'administration de l'ANCT. J'aurai sans doute un regard un peu plus attentif sur l'Outre-Mer. En ayant inauguré plusieurs maisons France Services dans les





territoires ultramarins, j'ai en effet constaté que ce dispositif était essentiel, comme dans le milieu rural, à la montagne ou ailleurs.

Merci pour tout ce travail. L'extension vers la question des retraites est importante. Elle permet de répondre aux demandes des Français, et à l'incompréhension telle qu'exprimée notamment par le mouvement des Gilets jaunes. Concernant les villes moyennes et les quartiers, je suis d'accord pour « aller vers », mais nous allons demander de plus en plus aux maisons France Services. Nous devons aussi nous poser la question des limites et de l'action des services de l'État présents sur le territoire. Plus nous développons ces maisons, plus les services de l'État présents sur le territoire ferment, où restreignent les horaires d'ouverture. Tout le monde souhaite voir une action comme France Services menée sur son territoire, mais il n'est pas possible d'être présent partout. Je pense qu'il faut être attentif à ce point. Par exemple, France Travail annonce dans certains territoires beaucoup moins de personnel, ce qui n'était pas prévu ainsi. Il faut plus de présence des services de l'État et des agences dans les territoires, au plus près des gens, mais qui doit s'en charger, comment, sous quelle convention, avec ou non le logo bleu-blanc-rouge ?

Driss ETTAZAOUI, Ville & Banlieue

Vous avez raison, Madame la ministre : l'État n'est pas là, mais les collectivités territoriales sont là. Tout le monde salue la présence et le développement des maisons France Services, dans la ruralité ou dans l'urbanité, et en particulier dans les quartiers politiques de la ville, car là où se situent ces maisons, c'est la République qui s'exerce.

Je voulais néanmoins attirer votre attention : si les collectivités peuvent beaucoup, elles ne peuvent pas tout. Le fait de démultiplier le bouquet de services au sein des maisons France Services vient peser aussi sur le coût engendré pour les collectivités, car il s'agit de personnels des collectivités, des agents municipaux de l'intercommunalité, des équipements de la commune ou de l'intercommunalité, des fluides ou des frais de fonctionnement de la commune ou de l'intercommunalité. Même un montant de 50 000 euros est loin de compenser les dépenses de la collectivité. La perception aujourd'hui des collectivités locales, et en particulier les plus vulnérables d'entre elles, est que l'État se décharge progressivement des services qui sont les siens pour les déléguer au sein des maisons France Services, portées par les collectivités territoriales.

Nous ne devons pas donner le sentiment aux collectivités qu'elles auront toujours à porter plus, partout et pour tous.

Patrick GENRE, ANEM

Au nom de l'ANEM, je souligne également que ces maisons sont connues et reconnues, et qu'elles apportent un vrai plus dans des secteurs isolés. Je souhaitais exprimer deux interrogations. La première porte sur la question de la pérennisation des moyens financiers alloués : le projet est assuré jusqu'en 2027, mais qu'en est-il après ? Si ce financement n'était pas assuré par la suite, je pense que beaucoup de maisons fermeraient leurs portes.

Une autre question plus spécifiquement porte sur les maisons des saisonniers en montagne, qui n'apparaissent pas dans le document : sont-elles bien intégrées dans le réseau des maisons France Services ?

Plus globalement, ce qui est ressenti est la création d'un mouton à cinq pattes. « Santé, famille, retraite, droit, logement, impôts, emploi, accompagnement numérique : à moins de 20 minutes de chez vous, les agents de France Services vous accueillent et vous accompagnent pour toutes vos démarches administratives du quotidien au sein d'un guichet unique. » Voilà ce qui est vendu par l'État. Ce n'est pas possible pour les agents territoriaux. Une agressivité monte dans les maisons France Services, au regard des promesses exprimées dans ce message. Nous constatons aussi la fermeture de services publics existants déjà sur nos territoires. Nous appauvrissons le territoire pour tout concentrer sur des lieux précis, en désertifiant une partie du territoire.

C'est un dispositif très positif bien évidemment, mais il ne faut pas aller trop loin, et il est souhaitable de marquer un arrêt pour réfléchir. À deux agents, ce n'est pas possible : les agents sont en formation une semaine sur deux, et ils ne sont pas remplacés. Il n'y a donc plus personne pour accueillir le public, d'où l'augmentation de l'agressivité.

En tant que président des Maires du département du Doubs, j'ai demandé à mes collègues de faire remonter leurs points de vue, et je viens de vous les traduire.





Isabelle DUGELET, AMRF

Je rejoins tout ce qui vient d'être dit. Je souhaite insister sur le portage qui est majoritairement celui des collectivités locales, avec les inquiétudes liées pour les financements à venir, les besoins de personnel qui vont s'intensifier, l'agressivité dont vient de parler Patrick GENRE. Les usagers ne bénéficient pas toujours des bons interlocuteurs chez les opérateurs, et ne sont pas toujours en mesure de donner une réponse. Il ne suffit pas de donner un peu d'argent pour que d'autres effectuent le travail à leur place. Les opérateurs doivent eux aussi proposer des interlocuteurs spécifiques, pour répondre aux agents de France Services.

Je souhaite également évoquer cette distance de 20 ou 30 minutes, qui peuvent être trop longues dans la ruralité. Les personnes se rendent alors à la mairie, et le secrétariat de mairie n'a jamais été évoqué. Pourtant, dans les petites villes, ce secrétariat ou le maire constituent la première porte d'entrée pour les personnes demandeuses. Il faudrait peut-être penser à intégrer des secrétaires de mairie en tant que relais, et assouplir des règles pour la ruralité. Concernant le cahier des charges imposant deux agents en permanence dans les mêmes locaux, il faudrait accepter que l'un de ces agents se rendent de temps en temps dans les mairies, au plus près des besoins.

Ce service est apprécié par ceux qui peuvent en bénéficier, et nous savons qu'il va se multiplier dans les années à venir avec le désengagement de tous les opérateurs d'Etat, mais nous avons besoin d'aide, et d'aller beaucoup plus loin.

Nadège BAPTISTA, préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du préfet des Hauts-de-Seine

Le bouquet de services aujourd'hui nous permet vraiment d'apporter une offre particularisée et très adaptée aux situations locales. Il nous permet aujourd'hui de bénéficier d'un réseau très différencié, hétérogène. Les maisons France Services ne se ressemblent pas en tout point du territoire. Nous avons également l'opportunité dans les quartiers ou en d'autres lieux de pouvoir développer des offres particulières assez innovantes. Par exemple, dans un quartier de Nanterre, nous avons mis en place une permanence dédiée aux femmes victimes de violences, en partenariat avec le ministère de la Justice. Aujourd'hui, nous travaillons à davantage d'articulations avec le réseau des points justice, et le réseau de France Services.

Nous disposons donc de perspectives très intéressantes, et à cet égard, l'animation France Services mise en place pour nous en début d'année 2024 constitue un point extrêmement positif, car cela nous permettra d'être à l'écoute et de faire circuler les bonnes pratiques, avec des solutions très différentes d'un territoire à l'autre. Certaines maisons France Services sont abritées par les collectivités locales, d'autres dépendent d'un Pimms, porté par les partenaires privés. L'une d'elles évolue vers une forme de GIP. Des partenariats peuvent également exister avec les centres sociaux labellisés. Nous disposons en matière de droit d'un véritable maillage qu'il est possible d'animer.

Le président

Je pourrais donc résumer ces échanges par : « excellent mais peut mieux faire ». Chacun en effet a souligné la pertinence du dispositif, dans les chiffres mais aussi dans le vécu. Dans nos visites, nous consacrons toujours un moment à l'espace France Services, et ce moment est toujours agréable. Nous constatons en effet auprès des agents mais aussi des administrés ou des élus que cet espace remplit un besoin exprimé à l'échelle du territoire.

Je n'oublie jamais que l'essentiel est l'administré, à la fois point de départ et point d'arrivée. Celui-ci souffrait beaucoup de se trouver parfois envoyé d'un guichet à l'autre. Aujourd'hui, avec ce dispositif, nous ne renvoyons pas ailleurs, nous nous en occupons. Parfois, certains ne peuvent pas donner la réponse, où ne donnent pas le numéro de la ligne dédiée, ce qui était pourtant l'un des engagements pris par chacun des opérateurs. À nous de veiller à ce que les opérateurs remplissent les obligations. L'objectif est de faciliter les choses, que l'administré ait un niveau de réponse important.

Nous devons également regarder dans les chiffres la nature de la question, et la réponse apportée à cette question. Ce point doit également guider nos pas dans les orientations nouvelles prises, et dans l'amélioration permanente du dispositif.

Je relève une chose importante : le choix extraordinaire qu'ont fait beaucoup d'élus dans la sélection des agents positionnés dans les maisons France Services. Certains se sont révélés dans ces fonctions en étant très à l'écoute, très débrouillards. Ce sont des agents en capacité non seulement de mobiliser les opérateurs, mais d'être dans l'écoute, dans la faculté d'apporter la bonne réponse, et qui s'efforcent de ne pas avoir à renvoyer la personne vers un autre lieu.





Il ne faut pas oublier que nos administrés, les citoyens, font très peu la différence entre le service public local, porté par l'Etat, ou porté par les collectivités. Il met tous ces services au même niveau, et ne souhaite qu'une chose : disposer de la réponse à la question qu'il se pose. Cela s'appelle le service public.

Nous avons visité des maisons France Services dans des locaux de la communauté de communes, et cela créé une forme de synergie. Je crois beaucoup en la capacité des agents positionnés dans un tel cadre de pouvoir échanger. Nous l'avons constaté avec les personnes positionnées dans des collectivités pour l'accompagnement avec les chèques énergie, qui échangeaient avec les agents de France Services. Cela évite le cloisonnement, ce qui répond également à une demande des administrés.

Stanislas BOURRON, directeur général

Nous avons beaucoup insisté sur le bouquet de services, avec une attention particulière portée sur le risque de saturation. Mais nous devons être cohérents : nous souhaitons que les gens viennent et que cela se passe bien. Pour cela, les agents doivent être formés et être en effectifs suffisants. Nous avons ainsi doublé les heures de formations, et la question des conditions d'accueil est fondamentale. L'arrivée des nouveaux bouquets de services répond à des demandes des administrés expriment leur souhait de bénéficier d'informations sur des sujets concernant l'URSSAF.

Nous constatons une forte demande locale pour des services qui n'existaient pas à proximité, et il faut réussir à apporter une réponse sans enclencher un blocage du système d'accueil. Ce point constitue une grande priorité sur la qualité de services, et notamment sur la qualité du back office. Il faut que les engagements pris par les opérateurs soient respectés. Les préfets vérifient au niveau départemental avec les animateurs départementaux si des services ne répondent pas. J'ai ainsi signalé il y a quelques jours à un directeur de caisse nationale un blocage complet sur un département, sans back office, sans numéro dédié.

Guillaume CLEDIERE, directeur du programme France Services

Sur la part des accompagnements, 40 % sont dus à des partenariats décidés localement. Cela relativise la critique pouvant être faite sur le financement, et cela respecte l'idée de trouver un équilibre entre un socle national et du sur-mesure.

Par ailleurs, dans toutes les enquêtes de satisfaction menées avec les usagers, ce qui est apprécié est la proximité bien sûr, l'accompagnement personnalisé, mais aussi le décroisement : nous ne constatons pas de nostalgie de la part des usagers pour plusieurs guichets différents. Bénéficier d'un accueil unique et être accueilli de manière personnalisée est apprécié.

Concernant le bouquet de services, il est confirmé que France Travail est maintenue en remplacement de Pôle emploi. Les relations devraient d'ailleurs être renforcées dans l'avenir.

Concernant la Poste, cet opérateur constitue un partenaire extrêmement important pour France Services. Nous travaillons de manière très satisfaisante avec la Poste, même si nous savons également être exigeants, notamment dans le cas des audits qualité.

Concernant la confidentialité, il s'agit bien d'un sujet présent dans le cahier des charges, et des mesures correctives sont demandées si nécessaire.

Concernant les secrétaires de mairie, ce sujet est également bien présent dans la réflexion. Deux journées nationales ont été organisées pour favoriser la connaissance réciproque. Les secrétaires de mairie signalent être déjà débordés avec les missions municipales, et sont en attente d'être déchargés par France Services du flux d'usagers munis de demandes qui se révèlent hors du périmètre municipal. Les animateurs départementaux France Services sont encouragés à établir le lien entre leur espace et les mairies.

Stanislas BOURRON

Concernant l'intelligence artificielle, il s'agit bien d'un dispositif d'appui à la décision. Ce système est expérimenté dans 26 France Services, et vise à aider à apporter des éléments de réponse en cas de questions complexes, et en piochant sur des sites sécurisés en termes de données. Cette expérimentation est pour l'instant bien reçue par les conseillers. Il s'agit bien d'une aide au travail, et il n'est absolument pas question de remplacer les personnes.





Éric ETIENNE

Concernant l'agressivité, sujet abordé par plusieurs personnes, je rappelle que le ministre a émis un plan pour placer des boutons d'alerte proches des personnes en lien avec le public. Le sujet n'a donc pas échappé au ministre, qui avait élaboré un grand plan avec une dotation, pour équiper les agents France Services, et ne pas les laisser seuls. Je rappelle qu'ils sont généralement deux, l'un en back office et l'autre en front office, pour garder l'espace de confidentialité évoqué.

Guillaume CLEDIERE

Nous avons mené une enquête auprès de l'ensemble des maisons France Services, qui nous permet de mieux connaître les 7 100 conseillers : ils disent être très satisfaits là où ils sont, ce qui n'est pas le cas de tous les services publics. Ils apprécient ce qu'ils font, l'accompagnement personnalisé, et la récompense de la satisfaction de l'utilisateur. Il faut mettre ce point en lien avec le bouquet de services. Les conseillers précisent ne jamais mettre un usager à la porte : quand il vient pour une démarche URSSAF, les conseillers vont l'accompagner, et l'introduction de l'ANAH ou du ministère en charge de la Transition énergétique n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité dans les maisons France Services. Nous sommes bien sûr très attentifs sur l'élargissement du bouquet de services, mais cela vient souvent institutionnaliser une situation de fait.

Driss ETTAZAOUI

Nous n'avons peut-être pas été compris : quand Madame BAPTISTA déclare qu'il existe des enjeux et des besoins sur l'ensemble des territoires, nous en sommes absolument convaincus, mais nous nous demandons si tout doit être traité au sein de la maison France Services. Nous ne remettons pas en cause le besoin et les attentes des concitoyens.

Nous entendons qu'il existe des coopérations bien en amont des maisons France Services, et que l'installation de ces maisons répond à la volonté d'un certain nombre de collectivités territoriales. Mais cette situation est la conséquence du désengagement de l'Etat, et les élus locaux ont dû prendre pour partie le relais pour des services qui n'étaient plus assurés. Cela ne règle pas la question financière qui se pose aujourd'hui.

Ce qui est important pour l'utilisateur est la satisfaction au bout du processus, avec une réponse à une question, peu importe qu'elle provienne de l'Etat, de la ville ou de l'intercommunalité. Mais auparavant, quand les usagers n'étaient pas contents, le mécontentement concernait un service particulier. Aujourd'hui, le responsable est toujours le maire. Notre message aujourd'hui est que nous pouvons encore mieux faire, mais il faut entendre les préoccupations qui sont les nôtres. Nous ne pouvons plus assurer certains services.

La collectivité peut beaucoup, elle ne peut pas tout.

Nadège BAPTISTA

Il serait intéressant d'étudier les retours d'expérience sur les demandes et les besoins exprimés par les habitants. Dans les trois besoins le plus souvent exprimés, nous trouvons toujours les mêmes administrations : la CAF, la CNAV, puis la CPAM. Ces demandes sont-elles analysées ? En tirons-nous des éléments pour faire évoluer le service ?

Guillaume CLEDIERE

Nous n'en tirons pas directement des enseignements aboutissant à des actions, mais nous suivons ces données de très près, car elles traduisent les attentes des usagers. Les données figurent dans le document fourni avec cette instance.

France Services constitue un miroir des autres services publics. Nous l'avons constaté au moment de la déclaration des biens immobiliers l'année dernière, avec une explosion des demandes. Nous en tirons des conséquences financières, puisque les opérateurs sont des contributeurs financiers du programme sur la base de ces données. Les champs sont multiples, entre les impôts, les retraites, les pré-demandes de titre, et les usagers prennent l'habitude de s'adresser à France Services pour tous les opérateurs.

Isabelle DUGELET

Je pense que France Services constitue un premier niveau, et les opérateurs doivent prendre le relais pour les opérations plus complexes. Lorsqu'il n'y a pas de relais, cela peut entraîner de l'agressivité. Les agents France Services, qui sont souvent des femmes, sont considérées comme des personnes corvéables à merci : les agents doivent se débrouiller.





Il faut donc rappeler que nous travaillons pour certains opérateurs mais pas pour tous, et il faut communiquer sur ce point dans les préfectures.

Le président

Je retiens de nos échanges qu'aucune demande d'implantation d'un espace France Services n'a été décidé par le haut : ils répondent tous à des demandes de collectivités. Les demandes sont nombreuses aujourd'hui dans le cadre de l'objectif d'atteindre 3 000 maisons, même au sein de collectivités qui étaient au départ réticent, car elles peuvent constater non loin de leur territoire les impacts positifs du service. Il faut donc toujours s'appuyer sur les collectivités locales.

Mais il n'a jamais été dit que les espaces France Services devaient devenir le lieu unique de tous les services publics. Ce n'est pas réalisable et ce ne serait pas pertinent, car il y aurait un grand risque de saturation. Nous devons demeurer dans le maillage local, avec des opérateurs impliqués, car l'essentiel est de ne pas avoir à dire à une personne d'aller voir ailleurs. Cela change la perception que peuvent avoir les administrés.

Concernant la suite, il est bien difficile de définir ce que sera le long terme, mais nous constatons généralement que les programmes pertinents se poursuivent.

III. Jeux olympiques et paralympiques & ANCT : vacances olympiques et billetterie populaire

Le président

Je salue l'arrivée de Corinne DE LA METTRIE, qui porte désormais la politique de la Ville au sein de l'Agence.

Corinne DE LA METTRIE, directrice générale déléguée – Politique de la Ville

Je vais vous présenter les modalités dans lesquelles l'ANCT s'est inscrite dans le dispositif des Vacances olympiques. Ce dispositif interministériel a été lancé à l'été 2023, avec un premier comité de pilotage en octobre 2023. Il est piloté par le ministère des Sports, la DJOP, la délégation interministérielle aux Jeux olympiques et paralympiques, et par l'ANCT.

Nous sommes copilotes de ce dispositif qui associe beaucoup d'autres acteurs, dont le premier d'entre eux est le ministère de l'Education nationale. Il s'agit d'un ensemble qui dépasse largement les dispositifs que je vais vous présenter.

Pour l'ANCT, l'objectif était d'intégrer la dimension des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans la logique de l'héritage, porté depuis les origines du dossier de candidature de Paris 2024, avec plusieurs enjeux. En premier lieu, l'ensemble des habitants devaient participer à la dynamique olympique, et tout au long de l'année 2024. Un certain nombre d'actions et de manifestations se sont déroulées depuis le printemps, et se poursuivront jusqu'à la fin de l'année. Nous souhaitons également renforcer l'action de l'Etat, avec la mobilisation de dispositifs et d'acteurs différents, en rassemblant et en bénéficiant d'une vision consolidée de l'ensemble des actions qui vont se déployer, et en proposant des modalités cohérentes et variées. Les dispositifs comme les quartiers d'été permettent de faire partir en vacances des familles.

Du côté de l'ANCT, une instruction ministérielle du 30 avril 2024 adressée aux préfets de département, de région et à tout notre réseau Etat, a abouti à la mobilisation de trois dispositifs, dont deux déjà existants. Le premier d'entre eux est les Quartiers d'été, avec 32 millions d'euros mobilisés pour l'ensemble des départements. Ce dispositif existe depuis 2020, dans le contexte de la crise Covid, et qui a depuis été pérennisé. Le deuxième dispositif s'intitule Explore l'Europe.

Concernant les Quartiers d'été, 4 millions supplémentaires ont donc permis de porter le programme à 32 millions d'euros. Il peut s'agir d'actions collectives, d'activités, qui font l'objet d'une déconcentration et d'une co-construction. En 2023, environ 1,8 million d'habitants étaient concernés dans les QPV. Nous n'avons pas encore les chiffres consolidés pour 2024, mais le bilan sera transmis aux membres du conseil d'administration après réalisation.

Explore l'Europe est un partenariat qui existe depuis 2010 avec l'ANCV. Il s'adresse à des personnes prioritairement de 16 à 25 ans, et qui ne sont jamais parties en vacances. Les séjours peuvent être effectués en France ou dans l'Union européenne. Cette année, l'accent est mis sur la pratique sportive, et une attention est portée sur la réduction de l'empreinte carbone, mais aussi sur la parité. En 2023, le dispositif a compté 2 802 bénéficiaires, et le budget est passé de 700 000 à un million d'euros. Nous cherchons à établir un





équilibre territorial, car nous avons constaté que certains départements étaient plus bénéficiaires que d'autres.

Cette année, la nouveauté réside dans la billetterie populaire. Un certain nombre de billets ont été achetés par la délégation interministérielle aux Jeux olympiques et paralympiques pour assurer la participation d'un public empêché ou éloigné, billets ensuite répartis entre différents porteurs. Nous devons disposer de 15 000 places, nombre porté aujourd'hui à un peu moins de 20 000, qui ont été attribuées quasiment en totalité. Il ne s'agit pas que d'une billetterie : le dispositif comprend l'hébergement, le transport, l'encadrement, et une prise en compte d'un projet autour de la dimension olympique, sportive. Le public prioritaire est composé de jeunes de 8 à 25 ans, principalement issus des quartiers politiques de la ville.

L'appel à projet a été ouvert le 25 janvier 2024, et il a été clos le 1^{er} mars. L'ensemble des notifications a été envoyé aux porteurs de projets, et les versements sont en cours. Les structures sont obligatoirement agréées en termes d'accueil de mineurs, ce qui ne concerne pas les associations de quartiers, qui ne sont généralement pas labellisées dans ce domaine. Nous avons aussi beaucoup insisté sur l'équilibre entre la participation aux épreuves olympiques d'un côté, et paralympiques de l'autre. Aujourd'hui, nous comptons 156 projets lauréats, dont 68 associations, 59 collectivités, 10 centres sociaux et 10 associations à rayonnement national. Près de 920 places sur les 20 000 ont été attribuées à des jeunes ultramarins, et 3 millions d'euros ont été mobilisés pour l'accompagnement au déplacement. L'encadrement est intégré dans le financement du projet. Nous avons veillé à une couverture équilibrée de l'ensemble du territoire, et un suivi sera assuré par l'ANCT pendant la période des JOP.

Le président

Les épreuves visées concernent-elles des sites de province, comme Châteauroux, Marseille, etc. ?

Corinne DE LA METTRIE

Oui, cela concerne l'ensemble des sites.

Stanislas BOURRON

Je précise que la totalité des frais de séjour des jeunes ultramarins sera prise en charge.

Isabelle DUGELET

Je me réjouis pour tous les jeunes des quartiers prioritaires de la ville, mais j'aurais souhaité que quelques places soient également réservées pour les jeunes ruraux. Je connais des accueils de loisirs qui auraient souhaité organiser des séjours pour les JOP, mais qui n'en ont pas eu les moyens.

Le président

Je comprends cette remarque, mais je rappelle que beaucoup de quartiers prioritaires de la ville se situent dans les territoires ruraux, et j'imagine que l'équilibre évoqué intègre également des territoires ruraux.

Corinne DE LA METTRIE

Certains de ces quartiers se trouvent en effet dans un espace périurbain. La DJEPVA (Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative) disposait par ailleurs d'un certain nombre de places pour le milieu rural, et nous lui demanderons de vous communiquer des éléments sur ce point.

Christophe GIRARD, CGT

Sans discuter de la pertinence de ces Vacances olympiques ou des JOP, il faut constater que la gestion de la billetterie populaire a reposé sur quelques agents de la DGDVP, qui ont dû abandonner leurs tâches habituelles, comme l'instruction des dossiers partenariaux ou les travaux qu'ils mènent avec les acteurs associatifs, pour se consacrer à cette mission. Ils se sont transformés en agents de voyage, dans la mesure où il s'agissait d'un package complet, très chronophage.

Nous souhaitons ainsi pointer un manque de préparation, et une charge insuffisamment répartie entre les agents, avec des travaux bien éloignés de leurs missions traditionnelles.





Hélène CHAPET, directrice des programmes Lien social & Image des quartiers

Je remercie Christophe GIRARD pour ses propos, qui constituent un hommage à une équipe fortement mobilisée, mais très fière de cette mission, qui n'a pas empêché la mobilisation sur les autres missions plus traditionnelles.

Stanislas BOURRON

J'ajoute que cela montre notre capacité à s'adapter aux événements, et notamment à un événement particulier comme celui-ci. Je salue le travail accompli par cette équipe, car, au-delà de la charge de travail, il était très compliqué de faire correspondre des places réparties sur plusieurs jours et plusieurs épreuves, avec des groupes de bénéficiaires, tâche accomplie à l'aide d'un algorithme élaboré par le service du numérique. Nous apprenons beaucoup de ces nouvelles expériences.

IV. Annuaire des collectivités

Le président

Nous avons déjà bénéficié d'une présentation de ce très bel outil, fruit de l'Incubateur des territoires, et je laisse le soin à Alexis BOUDARD de l'évoquer plus en détails.

Alexis BOUDARD, directeur de l'Incubateur des territoires

Je rappelle qu'il s'agit de l'un des 20 produits numériques portés par l'Incubateur des territoires de l'Agence. Il est issu de problématiques rencontrées par les citoyens au quotidien, car il existe beaucoup de sites tiers, de sites parasites qui viennent en remplacement parfois de l'absence de site, ou de site défaillant. Plus de 16 000 communes ne disposent pas de site Web aujourd'hui. D'autres problématiques concernent le non-recours des citoyens sur l'accès à l'information, et la difficulté de maintenir et de garder actualisé un site Internet. L'annuaire des collectivités a pour objectif et comme solution de proposer une page Web pour chaque commune en France. Nous avons ainsi créé 34 950 pages Web, construites à partir de données existantes, ouvertes, et nous permettons à chacune des communes de certifier ou de corriger certaines données. Enfin, ce site est complètement personnalisable.

Pour les citoyens, il permet de garantir une source d'informations fiables, et il s'agit d'un point d'entrée numérique vers les services assurés par les mairies ou par d'autres services publics sur les territoires.

Pour les communes, nous mettons à disposition un espace collectivités pour favoriser les échanges directs, et nous leur permettons de prendre la main sur cette page Web, pour publier des documents officiels.

Nous allons vous présenter une vidéo de démonstration de cet outil.

Présentation de l'Annuaire des collectivités par vidéo.

Nous nous sommes rendus en début d'année dans une centaine de communes avec l'équipe technique pour aller à la rencontre des élus, des secrétaires de mairie, pour présenter et tester l'outil, et pour collecter des avis et des suggestions. Certaines communes ont précisé être à la recherche d'une telle page Web pour renseigner les usagers en évitant des appels téléphoniques pour des démarches déjà présentes sur le site. D'autres communes ont considéré qu'il s'agissait d'une économie de temps, en évitant d'avoir à entretenir un site Internet, et d'autres encore ont apprécié de pouvoir publier des documents officiels.

L'URL est : <https://collectivite.fr/>

V. Approbation du budget rectificatif pour 2024

Raphaëlle GODDET, secrétaire générale de l'ANCT

Il s'agit essentiellement d'un ajustement par rapport au budget initial, adopté au conseil d'administration de novembre 2023. Il comporte une diminution de 7 millions d'euros des recettes, une augmentation de 11 millions d'euros des engagements, et une diminution de 5 millions d'euros de crédits de paiement. Ces évolutions concernent principalement des dépenses fléchées. Sur les dépenses fléchées, les variations concernent essentiellement les fonds de commerce, avec la prise en compte des avenants en cours ou déjà pris. Concernant la partie non fléchée du budget, les principales évolutions concernent en recettes la subvention pour charge de service public, avec une augmentation de 2 millions d'euros pour prendre en compte la destination de tourisme, et une légère diminution des recettes propres.





En dépenses, les principales évolutions concernent une diminution sur les projets européens qui portent sur URBACT, avec une diminution des dépenses prévisionnelles, et une augmentation sur les programmes nationaux qui correspond essentiellement à des recettes nouvelles.

En résultat, le solde budgétaire final s'établirait à – 21 millions d'euros, et hors crédits fléchés à 7,5 millions d'euros, avec une trésorerie en fin d'exercice de 33 millions d'euros, et hors fléchés de 8,5 millions. Le déficit sur le non fléché demeure donc maîtrisé, et le déficit en fin d'exercice reste soutenable.

Le dernier point concerne les restes à payer. La prévision de fin d'exercice est en légère hausse, qui concerne essentiellement les dépenses fléchées.

Christophe GIRARD

J'aurais souhaité bénéficier d'explications concernant la diminution de 22 millions d'euros des fonds de restructuration de locaux d'activités.

Raphaëlle GODDET

Je précise qu'il s'agit d'un exercice réalisé par l'équipe qui s'occupe des fonds de commerce pour re-fiabiliser les clés d'échéanciers de crédits de paiements. Ces crédits ne seront pas appelés dès 2024, mais les années suivantes.

Stanislas BOURRON

J'ajoute à propos de ces crédits fléchés qu'il s'agit de recettes acquises et de dépenses certaines. Mais le rythme de la dépense est dépendant du projet, et le rythme de la recette est dépendant du versement via des conventions. A chaque budget rectificatif, nous devons ainsi ajuster et le niveau des recettes, et le niveau des dépenses, mais l'ensemble constitue un jeu à somme nulle.

Isabelle DUGELET

Nous avons constaté une baisse des engagements de 4 millions d'euros pour les commerces ruraux.

Stanislas BOURRON

Il s'agit du même raisonnement : les montants dédiés au fonds commerce rural sont connus, dédiés et ne bougent pas. Mais le rythme d'appel des crédits peut, lui, évoluer. Il s'agit juste d'un rythme de consommation

Le budget rectificatif est approuvé à la majorité, avec deux abstentions (M. GIRARD, Mme MARTICHOUX).

VI. Ingénierie : consommation des enveloppes déconcentrées et projets accompagnés par l'agence

Le président

Ce point constituait un point fort de la feuille de route et de l'engagement pris avec l'aval du Parlement sur le budget, avec un doublement de l'enveloppe de l'ingénierie, et surtout une déconcentration d'une partie de cette enveloppe pour 15 millions d'euros.

Agnès REINER, directrice générale déléguée – Appui opérationnel et stratégique

Le fait marquant pour 2024, et surtout pour ce conseil d'administration par rapport au précédent, réside dans le démarrage effectif de la déconcentration des crédits d'ingénierie aux préfets. Le document transmis en amont de ce conseil d'administration et qui proposait un état au 31 mai est déjà largement dépassé. Dans la note, il était dit que 26 départements avaient déjà engagé des projets au niveau déconcentré, et le nombre est aujourd'hui de 47. A ce stade, le volume de crédits d'ingénierie engagé se situe aux environs de la moitié du budget d'ingénierie globale de 40 millions.

Pour la partie déconcentrée, pour laquelle nous nous sommes engagés à réaliser un point précis, sept départements sont à ce jour déjà au-dessus de l'enveloppe attribuée. Il faut souligner l'appui très important qu'apportent les chargés de mission territoriaux dans la mise en place de cette déconcentration qui nécessite un accompagnement des équipes des services déconcentrés.

Par ailleurs, vous pourrez constater la présence d'une nouvelle thématique, à savoir les accompagnements aux diagnostics des Villages d'avenir, qui deviennent l'un des principaux axes d'accompagnement des collectivités.





Enfin, il faut noter que les communes de moins de 3 500 habitants sont toujours majoritaires dans les accompagnements en ingénierie.

Christophe GIRARD

J'aurais souhaité bénéficier d'un éclaircissement sur la répartition thématique des projets accompagnés au niveau national en ce qui concerne les transitions. En effet, une ligne a disparu dans les projets depuis 2024, celle de la transition énergétique et gestion énergétique des bâtiments. En effectuant une addition entre la ligne transition écologique et biodiversité, agriculture, alimentation, nous obtenons 3,85 depuis le début de l'Agence, mais 1,29 depuis le début de l'année.

Par ailleurs, nous avons noté une baisse très sensible de la proportion de projets accompagnés par l'apport d'expertise de l'ANCT, ou de l'un des opérateurs partenaires, ce qui nous inquiète : ce programme ne constitue pas uniquement une enveloppe destinée à financer les différents cabinets privés, mais bien à apporter une assistance à l'ingénierie voulue par les collectivités territoriales. Nous rejoignons les propos du président lors de l'ouverture de cette instance : cette ingénierie territoriale existe, elle prend beaucoup de forces, ce qui nous amène à nous interroger sur le devenir de l'ensemble des projets soumis aux préfets. Il serait intéressant de bénéficier d'une vision de l'accompagnement, ou du rejet, des projets portés à connaissance des délégués de l'Agence que sont les préfets de départements.

Nous, administrateurs, devrions être informés sur les mêmes critères des projets aujourd'hui traités de manière déconcentrée dans les préfectures.

Michel-Francois DELANNOY, directeur du département Appui aux territoires

Entre l'ANCT, la Banque des territoires, et peut-être le CEREMA, il existe sans doute des moyens d'ingénierie généralistes, et il serait intéressant de voir si d'un point de vue thématique, des sujets sont mis particulièrement en avant. Nous avons constaté l'année dernière un léger tassement des sollicitations en matière d'ingénierie, alors que ces demandes sont en forte hausse aujourd'hui.

Marie-Claude JARROT, présidente du CEREMA

Concernant le ciblage sur certaines thématiques, le CEREMA a conclu un accord avec l'ANCT, qui cible quelques thématiques dans le cadre du programme Action cœur de ville. Ces thématiques sont : Mobilité décarbonée, Nature en ville, Changement et sobriété foncière. Ces thématiques sont ciblées d'un point de vue collectif ou individuel. Dans le cadre de cet accord, un renforcement va être proposé sur l'adaptation au changement climatique, et sur Nature en ville.

Antoine LEBEL, DDTM du Nord

Cette déconcentration des enveloppes est en effet intéressante, car elle nous permet de suivre la nouvelle vague des comités locaux de cohésion des territoires, et de renforcer la lisibilité de l'offre de l'ingénierie de l'Etat. Ces comités locaux sont très importants, dans le cadre de la circulaire évoquée de décembre 2023.

L'aspect sur-mesure des propositions est intéressant, tout comme l'aspect thématique. Nous constatons une plus-value en croisant plusieurs thématiques pour des projets complexes. Cela permet également de renouveler les espaces de dialogue.

Nicolas SOUDON, directeur exécutif des territoires – ADEME

Concernant la transition écologique, je constate la présence de peu de dossiers, ce qui démontre peut-être qu'en réalité, les besoins en ingénierie sont couverts par les dispositifs existants. Ils sont quelquefois considérés comme foisonnants, mais cela permet de couvrir beaucoup des demandes des collectivités sur ce sujet, à l'ADEME, au CEREMA, etc.

Marie-Claude JARROT

La transition écologique constitue une thématique globale, reprise lors des demandes d'ingénierie. Ensuite, nous abordons des sujets beaucoup plus spécifiques, comme Nature en ville. Tout le monde adhère à la transition écologique, mais il est souhaitable d'être plus précis. L'expression « dentelle d'ingénierie » a été évoquée, et c'est ce que nous essayons d'appliquer.





Agnès REINER

Concernant la question des transitions écologique et énergétique qui n'apparaît plus dans les graphiques aujourd'hui, la réponse tient dans les lots du marché de l'ingénierie. Nous travaillons actuellement sur un marché passé en 2020, au moment de la création de l'Agence. Nous avons alors créé deux lots, l'un appelé « transition écologique » et l'autre « transition énergétique », qui ont été assez peu utilisés. Nous avons été peu sollicités sur des problématiques généralistes sur la transition. Comme l'a évoqué Marie-Claude JARROT, nous traitons de la transition écologique via les projets eux-mêmes. Dans le prochain marché, opérationnel en 2025, nous évoluons sur ce point. La transition écologique n'est pas discernable directement, mais elle l'est dans tous les projets accompagnés.

Concernant l'apport en expertise interne, nous ciblions principalement l'expertise en matière de commerce, et les volumes ne sont pas suffisants pour apparaître dans ce type de graphique.

Concernant la partie partenaires, la part se réduit de manière importante. Jusqu'à présent, le CEREMA apparaissait comme le partenaire quasi exclusif de l'accompagnement sur-mesure, mais depuis le changement de gouvernance du CEREMA, la priorité des accompagnements se porte sur les collectivités adhérentes du CEREMA.

Concernant la question des accompagnements locaux, ils figurent bien dans la liste fournie en annexe de la note au conseil d'administration.

Stanislas BOURRON

J'ajoute que ce mouvement sur l'ingénierie constituait une sorte de pari. Nous sommes aujourd'hui en bonne voie, et nous avons aujourd'hui mobilisé à date plus de crédits que ceux mobilisés sur la totalité de l'année dernière. Je tiens à souligner l'engagement très fort pris par les services de l'Etat, ce qui permet de répondre à des demandes de proximité, car une grande majorité des sujets peut être traitée au niveau départemental. N'hésitez pas à vous adresser à votre préfet avec votre projet d'ingénierie, et les orienter soit vers les partenaires qui peuvent offrir une réponse, soit vers l'Agence qui apportera également une réponse.

Christophe GIRARD

Je précise que mon propos portait sur l'analyse des thématiques et de la répartition de ces projets.

Le président

Tout cela permet de nous éclairer et de mieux comprendre les besoins d'ingénierie qui s'expriment à l'échelle des territoires.

Avant de passer au point suivant, je précise que nous avons retiré l'information qui concernait le contrat d'objectif et de performance, et qui sera évoqué lors d'un prochain conseil d'administration.

VII. Approbation de la vente de l'équipement associatif et de services de Béthune

Agnès REINER

Nous vendons à la ville de Béthune un équipement intégré dans un seul bâtiment, mais avec deux usages : une partie à usage associatif et de services, qui fait l'objet de la délibération, et une partie commerciale que nous continuerons de gérer en exploitation, dans le modèle classique de notre intervention en matière commerciale.

Il s'agit donc de vendre à la ville la partie du bâtiment qui a été conçue pour elle, conformément à une convention passée en 2019. Il avait été jugé plus rationnel économiquement de créer un grand bâtiment à double usage, et de revendre à terme le bâtiment à usage de services. Le bâtiment est sorti de terre, et il est vendu au prix de revient, soit 4 477 058 euros. La ville bénéficie d'un échéancier sur trois ans, et les recettes entreront dans le budget de l'ANCT entre 2024 et 2026, avec 25 % du prix de vente versé en 2024.

La vente de l'équipement associatif et de services de Béthune est approuvée à l'unanimité.

VIII. Autorisation donnée au directeur général d'engager des dépenses supérieures à un million d'euros sur le marché de déplacements professionnels





Raphaëlle GODDET

L'Agence a recours à un prestataire pour les déplacements professionnels de ses agents. L'ANCT a adhéré à un marché interministériel, qui a pris fin en février 2024. Nous avons ensuite décidé d'avoir recours à une offre de services de l'UGAP auprès du même prestataire, ce qui a conduit à conclure un marché subséquent pour une durée de 24 mois.

Au moment de la conclusion de ce marché, nous estimions que les dépenses seraient inférieures au million d'euros TTC, seuil sous lequel le directeur général peut signer. Dans le cadre des travaux liés au budget rectificatif, nous avons constaté que les dépenses seraient probablement légèrement supérieures, raison pour laquelle nous demandons au conseil d'administration l'autorisation d'engager plus d'un million d'euros de dépenses sur ce même marché de déplacement professionnel.

Le conseil d'administration autorise à l'unanimité le directeur général à engager des dépenses supérieures à un million d'euros sur le marché de déplacement professionnel.

IX. Admission en non-valeur

Philippe FLORY, agent comptable de l'ANCT

L'admission en non-valeur soumise au vote du conseil d'administration est liée à nos activités commerciales. En l'espèce, la société SAS Bel et Ben a été locataire sur notre site de Nîmes de décembre 2018 à novembre 2022. Cette société a fait l'objet de nombreux incidents de paiements, et a été mise en accusation judiciaire. Le mandataire judiciaire a résilié le bail, et parallèlement, l'ANCT a déclaré sa créance au mandataire judiciaire en novembre 2022. Cette créance s'élève à 55 645,52 euros, essentiellement composée d'indemnités d'occupation, de charges locatives et de taxes foncières.

Le 13 mars 2024, le mandataire judiciaire a transmis à l'ANCT un certificat d'irrécouvrabilité, qui précise l'absence d'espoir de répartition. A la suite de ce constat, l'ANCT sollicite le vote du conseil d'administration sur l'admission de cette non-valeur.

L'admission en non-valeur est approuvée à l'unanimité.

Le président

Je remercie les membres de cette instance. Le prochain conseil d'administration aura lieu le 26 septembre. Auparavant, un conseil d'administration aura lieu en visioconférence le 18 juillet.

Driss ETTAZAOU

J'avais pensé qu'un moment serait consacré aux questions diverses. Avant de venir ici, j'ai interrogé mes collègues de Maires Ville & Banlieue, qui m'ont demandé d'aborder quelques sujets avec vous. Parmi ceux-ci, la question des cités de l'emploi, évoquée lors du dernier CIV : quelle est l'intention de l'Agence sur la poursuite, la pérennité du dispositif ? La même question se pose pour les bataillons de la prévention, dont les crédits ont été réduits de manière significative sur l'année 2024 : *quid* de l'année 2025 ? Nous devrions en effet prendre rapidement des dispositions si ce dispositif n'était pas pérennisé.

La question de la superposition des quartiers prioritaires de la ville et du réseau d'éducation prioritaire se pose également. Nous sommes à la veille de la prochaine rentrée scolaire, et des interrogations subsistent sur le sujet, et nous aurions souhaité savoir si vous disposiez d'éléments de calendrier ou de négociations entre le secrétariat d'Etat à la ville et celui de l'Education nationale.

Concernant le pacte d'entreprise qui relève de l'Agence, les élus locaux ont besoin d'être sécurisé d'un point de vue juridique. La question de la relation entre les élus et les acteurs économiques est toujours sensible, compliquée, et il est nécessaire de mesurer dans quelle limite nous pouvons solliciter des entreprises au titre de leur responsabilité sociétale.

Enfin, considérant le contexte actuel du pays, j'évoquerais l'initiative de Michel FOURNIER, président de l'AMRF auprès de Gilles LEPROUST, président de Maires Ville & Banlieue, pour montrer l'exemplarité, rapprocher l'urbanité et la ruralité, les villages des quartiers de la politique de la ville. Nous avons besoin d'un grand événement structurant, qui démontre que notre pays est une réalité. Nous sommes donc toujours à la recherche d'un accompagnement, d'idées pour aider ces deux associations d'élus dans ce projet.





Le président

Certains sujets pourraient faire l'objet d'un point d'échanges au conseil d'administration, pour les aborder de manière complète.

Stanislas BOURRON

Concernant la cartographie QPV-REP, les premières rencontres ont eu lieu avec la ministère de l'Education nationale. Il s'agit d'un sujet très complexe. Nous avons identifié les zones de non-recouvrement. Les travaux ont été engagés, mais ils se dérouleront sur un temps relativement long.

Concernant les cités de l'emploi, une circulaire qui devrait sortir dans les prochains jours va expliquer le basculement vers le pacte pour l'emploi, nouveau dispositif qui prend la suite.

Cécile RAQUIN

Concernant les bataillons de la prévention, une mission est en cours pour en évaluer l'efficacité, et proposer des dispositifs pouvant prendre le relais à compter de 2025. Ce sujet nécessitera des arbitrages budgétaires.

Stanislas BOURRON

Nous sommes dans une période de préparation du budget 2025, qui est gelé en raison du contexte électoral.

La séance est levée à 13 heures.



Conseil d'administration du 18 juillet 2024

PROCES-VERBAL

ORDRE DU JOUR

- I. Présentation de l'accord-cadre relatif à la conception, la fabrication, l'équipement et la gestion, le transport et le stockage de stands pour les salons, expositions et autres évènements3





Étaient présents :

Membres du Conseil d'administration

Christophe BOUILLON, Président de l'ANCT

Représentants de l'État

Alexandre SANZ – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer

Anoux WATRIN – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (*représente Blandine GEORJON*)

Stéphane BRUNOT – DGCL, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer (*représente Fabienne STOLL*)

Btissam CHKIRBANI – DGE, ministère de l'Économie et des Finances (*représente Lenaïg CATZ*)

Christophe CHASSANDE – CGDD

François PESNEAU – préfet de la Haute-Vienne

Anne-Lorraine LATTRAYE – DGALN, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Nadège BAPTISTA – préfète déléguée de Hauts-de-Seine

Clément MÉDÉE – DGITM, ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (*représente Céline MOUVET*)

Représentants des collectivités territoriales

Gil AVEROUS – Villes de France

Virginie CAROLO-LUTROT – AdCF

Michel FOURNIER – AMRF

Driss ETTAZAOUI – Ville & Banlieue

Patrick GENRE – ANEM

Frédéric LETURQUE – France urbaine

Catherine LHÉRITIER – AMF

Représentants du personnel

Christophe GIRARD – CGT

Joëlle MARTICHOUX – CFTD

Membres à voix consultative

Stanislas BOURRON – DG de l'ANCT

Cécile RAQUIN, commissaire du gouvernement

Mélanie LAMANT – ANRU (*représente Catherine VAUTRIN*)

Anne-Lise RIVIERE – contrôleure budgétaire et comptable ministérielle (*représente Christine BHUL*)

Invités :

Raphaëlle GODDET, secrétaire générale

Aude SARAUDY, cheffe du service communication

Excusés non représentés :

Représentant de l'État

Johana AZZIZI – SG, ministère de la Santé

Céline KERENFLEC'H – SG, ministère de l'Éducation Nationale

Ulric DE LA BATUT – 4BLVT, ministère de l'Économie et des Finances

Nicolas DAUBRESSE – DGRI, ministère de la Recherche

Elise HERRMANN – Département des territoires, ministère de la Culture

Olivier JACOB – DG Outre-Mer

Catherine SEGUIN – Préfète de l'Oise

Représentante de la Caisse des dépôts

Gisèle ROSSAT-MIGNOD – Directrice du réseau de la Banque des Territoires

Représentants des collectivités territoriales

Patrick WEITEN – ADF

Renaud MUSELIER – Régions de France

Membres à voix consultative

Anne-Claire VIAL – membre du CESE

Djamila HADDOU – conseillère citoyenne

Marie-Claude JARROT – Présidente du Cerema

Valérie MANCRET-TAYLOR – Directrice générale de l'ANAH

Sylvain WASERMAN – président de l'ADEME





La séance est ouverte à 10 heures 35 sous la présidence de Christophe BOUILLON.

Le quorum est atteint.

Christophe BOUILLON, Président

Lors de notre dernière réunion du 20 juin, nous avons informé les membres du Conseil d'administration de la tenue exceptionnelle de cette réunion en distanciel, en raison de procédures spécifiques liées à la convention-cadre. Nous sommes donc réunis à distance pour cette réunion du Conseil d'administration qui sera la dernière d'Éric de MOLLANS et nous aurions aimé lui exprimer de vive voix notre gratitude pour les cinq années qu'il a passées à nos côtés au sein de l'Agence. Il a fait preuve d'un engagement exemplaire, de rigueur et de sérieux. Nous tenons donc à le remercier chaleureusement, en tant que président de l'ANCT et membres du Conseil d'administration, qui avons eu la chance de le côtoyer dans ses fonctions de directeur de cabinet. Nous lui souhaitons bonne continuation dans sa carrière professionnelle et nous avons apprécié ces cinq années lors desquelles il a contribué au renforcement de la visibilité et de la lisibilité de notre Agence. Nous serons peut-être appelés à recroiser à nouveau le chemin d'Éric de MOLLANS et nous espérons qu'il a bien saisi, malgré la distance, les sentiments sincères que nous partageons à son égard.

Michel FOURNIER, AMRF

Je me joins totalement à ces propos.

Présentation de l'accord-cadre cadre relatif à la conception, la fabrication, l'équipement et la gestion, le transport et le stockage de stands pour les salons, expositions et autres événements

Raphaëlle GODDET, Secrétaire Générale

Le marché qui vous est soumis est un marché qui est utilisé dans le cadre des actions de communication de l'Agence, principalement pour la conception et la fabrication de stands qui peuvent être utilisés, par exemple, dans le cadre des ANCTour ou du Salon des maires. Un premier marché avait été conclu en 2020 par l'Agence pour quatre ans avec la société EDDP et celui-ci arrive à son terme en septembre. Nous avons donc lancé une procédure pour renouveler cet accord-cadre avec un montant de besoins estimés d'un million et demi d'euros par an.

Le marché qui vous est soumis n'a pas de minimum de commandes et a un maximum de 3 millions d'euros par an, soit le double du besoin estimé. Il serait d'une durée de douze mois et pourrait être renouvelé trois fois pour une année supplémentaire. À l'issue de la procédure, il est proposé d'attribuer le marché à la société EDDP, à savoir le même prestataire que pour le premier marché.

Un problème de calendrier ne nous permet pas d'attendre le prochain Conseil d'administration pour vous soumettre ce marché. En effet, nous allons devoir réaliser des bons de commande dès la rentrée, notamment pour construire le futur stand de l'Agence au prochain Salon des maires.

Christophe BOUILLON, Président

Je profite de l'occasion pour souligner l'excellence de nos services pour organiser notre présence à différents salons. Lors du dernier Salon des maires, notre stand était à la fois bien positionné et bien fréquenté. Nous avons en effet pu y accueillir énormément d'élus et de collaborateurs d'élus. Nous devons maintenir cette dynamique, comme pour les ANCTour de Paris et d'Occitanie. Le service communication de l'Agence veille d'ailleurs à ce qu'une grande partie des moyens déployés sur ces événements soit durable.

Stanislas BOURRON, Directeur Général

Nous nous sommes en effet engagés depuis deux ans dans un processus visant à utiliser du matériel qui peut être réutilisé et à nous inscrire dans une dynamique de durabilité.

Aude SARAUDY, Cheffe du service communication

Effectivement, nous avons pris cet engagement il y a deux ans avec l'aide du prestataire, qui est totalement impliqué dans cette démarche RSE, ce qui explique en partie qu'il est à nouveau titulaire du marché cette année. Le choix a été fait d'investir dans du mobilier de marque ANCT, qui permet à la fois d'être plus visible et plus lisible, étant donné que le matériel n'est pas standard. Ces éléments nous permettent d'exister très facilement dans le paysage et d'incarner complètement la marque ANCT.

De plus, nous avons pris cet engagement durable et RSE d'éviter de produire, à chaque événement, une partie du mobilier, des cloisons et d'autres objets nécessaires à la tenue des stands. Une partie de l'enveloppe de





stockage a donc pris le pas sur la location ou la construction. Nous réduisons ainsi la production et la consommation de mobilier et nous essayons de réutiliser au maximum. Toutefois, les pièces de mobilier doivent tout de même être remplacées après un certain nombre d'utilisations en raison des marques d'usure.

Nous réfléchissons également à la manière dont nous plaçons les éléments. Concrètement, pour le salon en Occitanie, nous avons réfléchi à ce qui devait être amené et à ce qui pouvait être produit ou loué localement. Un équilibre doit donc être recherché entre les pièces qui doivent être acheminées et celles qui sont produites sur place. Il est toujours plus écologique d'avoir notre propre matériel que nous réutilisons d'une année à l'autre, plutôt que de faire venir des éléments de l'autre bout de l'Europe. Par exemple, les Jeux olympiques mobilisent la totalité des prestataires événementiels et, si nous n'avions pas eu ce stock de matériel ANCT, nous aurions été contraints de faire venir des pièces de l'autre bout de l'Europe et de payer un transport peu écologique. Nous souhaitons poursuivre cette démarche, qui n'est certes pas neutre financièrement et qui génère certaines contraintes d'organisation. Cependant, ces autres manières de travailler font aussi partie des engagements d'un opérateur attaché au ministère de la transition écologique.

Christophe GIRARD, CGT

Je salue la démarche qui vient d'être présentée et qui s'intègre complètement dans le souci qui doit être le nôtre et celui de la commande publique en général. Toutefois, je ne comprends pas pourquoi le montant reste stable d'une année sur l'autre malgré cette idée de réutilisation.

En outre, la politique globale de l'Agence en matière de participation à des événements pourrait faire l'objet d'une présentation avec un planning, ce qui pourrait permettre de relativiser le montant. Cette présentation intégrerait le nombre de participations à des événements dans l'année et aborderait le sujet de la représentation de l'Agence.

Driss ETTAZAOUI, Ville & Banlieue

Je comprends que cet investissement permet de faire l'acquisition de l'ensemble des équipements mobiliers nécessaires. Était-ce le cas pour le précédent marché ? Si oui, que faites-vous des équipements ? Pouvez-vous les mettre à disposition plutôt que de les jeter ? En effet, nous avons aussi des salons et des événements de ce type, mais nous manquons de budget. Nous serions donc intéressés par la possibilité de réutiliser éventuellement des équipements dont l'agence n'a plus besoin pour nos propres manifestations au sein de nos associations d'élus.

Stanislas BOURRON, Directeur Général

S'agissant de la présentation de nos actions de présence, je vous propose de vous fournir un récapitulatif à l'occasion du Conseil d'administration de septembre. De manière générale, nous avons des événements phares en termes d'impact et de coûts, à savoir le Salon des maires et l'ANCTour. Nous sommes également présents dans de nombreux autres salons, parfois beaucoup plus modestes et avec des stands prêtés par l'organisateur. Par ailleurs, le montant du marché constitue un plafond et cela ne signifie pas que ce montant sera dépensé.

Raphaëlle GODDET, Secrétaire Générale

Le marché ne contient en effet pas de minimum de commandes et dispose d'un montant plafond de 3 millions d'euros, ce qui correspond à deux fois le montant estimé, conformément à ce qui se pratique habituellement. Ce besoin sera d'ailleurs réévalué chaque année dans le cadre du budget de l'Agence.

Stanislas BOURRON, Directeur Général

Effectivement, le montant du plafond du marché ne signifie pas la dépense de celui-ci, étant donné que les dépenses sont délimitées par le budget. L'histoire nous montre cependant qu'il est préférable d'avoir un peu de marge pour organiser un événement que nous n'avions pas complètement prévu.

Aude SARAUDY, Cheffe du service communication

Cet investissement sur la production de mobilier ANCT a déjà été engagé lors de l'ANCTour 2023. Nous souhaitons poursuivre cette dynamique, car nous avons encore une partie du matériel en location. Nous souhaitons donc investir quelque peu chaque année pour disposer d'un catalogue complet. Nous proposons également le réemploi de ce mobilier à d'autres partenaires par le biais de notre standiste, comme avec certaines directions de l'administration centrale et certains opérateurs rattachés au ministère de la transition écologique.





Driss ETTAZAOUI, Ville & Banlieue

Je retiens que les associations d'élus, dans la perspective de leurs manifestations, peuvent éventuellement solliciter une mise à disposition de vos équipements.

Aude SARAUDY, Cheffe du service communication

Oui, mais nous devons bien sûr nous organiser par rapport à nos propres besoins. De plus, il existe toujours un coût de transport de la sortie du stock, de la livraison sur place et du montage à prendre en charge par l'utilisateur.

Le Conseil d'administration remet un vote favorable à la majorité des votants sur cet accord-cadre (deux abstentions).

Stanislas BOURRON, Directeur Général

Le prochain rendez-vous est fixé au 26 septembre et je vous souhaite de bonnes vacances.

Christophe BOUILLON, Président

Je vous remercie chacun pour votre présence à cette réunion et vous souhaite également de bonnes vacances.

La séance est levée à 11 heures.

